

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

3 AU 9 MARS 1994

N° 947

10,00 F

**8 MARS : JOURNÉE INTERNATIONALE
DE LA LUTTE DES FEMMES**

BARRONS LA ROUTE AU SEXISME !

E DITORIAL

3 790 F

le prix d'un jeune
esclave salarié

La nouvelle est tombée brutalement : au marché des esclaves salariés, la « génération Balladur » vaut 3 790 F.

Malgré l'affirmation du premier ministre comme quoi, tant qu'il serait à la tête du gouvernement, il n'y aurait pas de SMIC jeunes, le contrat d'insertion professionnelle mis en place autorise le patronat à payer les jeunes jusqu'à Bac + 2 à 80% du salaire minimum.

Balladur met en pratique une idée qui n'est pas nouvelle. Chirac et Bérégovoy avaient déjà argumenté en faveur d'un SMIC à taux réduit pour les jeunes. Ce qui, à gauche, devrait conduire à quelques bémoins dans la critique faite à Balladur.

La mesure sera effective le 1^{er} juillet, avis donc à tous les jeunes, et notamment à ceux issus de l'université pour qui Bac + 2 aujourd'hui un prix... celui des clopinettes. Assez vexatoire, convenez-en. D'autant que ce n'est pas avec cela qu'on peut entrer dans la vie, s'émanciper des parents ne fusse qu'en prenant un loyer.

Avec son air suffisant, Balladur se moque des jeunes, comme il se moque du reste, le tout est de savoir combien de temps encore.

De rabais en rabais, il arrivera bien un jour où la révolte, seule alternative acceptable, devra balayer le capital et ses suppôts. Que ce vœu ne soit pas que pieux !

QUEL CADEAU pour ce 8 mars 1994 ! A quelques jours de la Journée internationale de lutte des femmes, Simone Veil annonce l'extension de l'allocation parentale d'éducation dès la seconde naissance à celui des parents qui cessera son activité professionnelle pour s'occuper de son cher bambin.

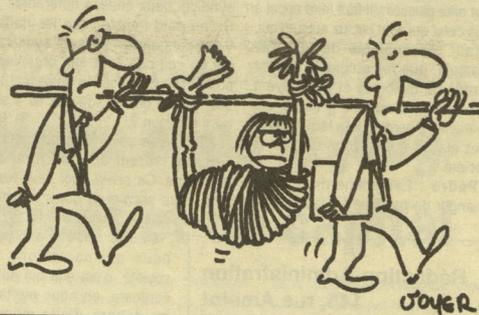
Cette mesure s'inscrit non seulement dans une politique en faveur de la natalité mais flatte les esprits les plus rétrogrades en encourageant les femmes à céder leur place dans le monde du travail salarié. Même si Simone Veil avait répliqué à Colette Codaccioni que le gouvernement avait « tourné la page du salaire maternel », après la publication du rapport du député RPR du Nord proposant une « allocation parentale de libre choix » dès le premier enfant, cette mesure vise très nettement les femmes, car elles seraient plus sensibles du fait déjà d'un salaire de 30% inférieur à celui des hommes. Mais 2 929 F mensuels seront-ils assez incitatifs pour abandonner son travail quand on a un travail à temps plein ? L'accroissement du chômage n'a pas fait reculer le taux d'activité féminine, qui n'a, au contraire, cessé de progresser.

Mais d'autres dispositions sont en préparation : la relance des « contrats-enfance » afin de multiplier les places en crèche, en liaison avec les collectivités locales ; des déductions fiscales supplémentaires pour favoriser les emplois d'assistantes maternelles ; de nouvelles réductions de charges sociales au profit des emplois familiaux liés à l'enfance ; et éventuellement un

allongement du congé-maternité, la prolongation du versement des allocations familiales au-delà de 18 ans ou encore l'extension du congé parental aux entreprises de moins de cent salariés. En fait, tout un arsenal pour favoriser tant la natalité que l'abandon par les femmes de leur place chèrement acquise dans le salariat. A la sauce « partageons le travail », il faudrait renvoyer les femmes à la maison, auprès des mouffets. Il est vrai que certaines « valeurs » se portent mal. Le nombre de mariages décline, le nombre des divorces et des séparations, lui, augmente. Le taux de fécondité baisserait « dangereusement » : 1,65 enfant par femme française (1), mais il est tant trafiqué pour faire peur quant au risque grave de vieillissement et de non-renouvellement de la population, puisqu'il n'est pas calculé sur toute la période féconde des femmes. Le retour de l'ordre moral n'appar-

(suite p. 3)

APRÈS L'ÉMANCIPATION,
LE RETOUR AU FOYER



« A la sauce "partageons le travail", il faudrait renvoyer les femmes à la maison... »

CONTRE LE PRINCIPE D'UN PEUPLE SERBE FORCÉMENT COUPABLE

Sarajevo une ville symbole écrasant les réalités yougoslaves

DES GUERRES BALKANIQUES de 1912-1913 au conflit actuel, c'est une douloureuse litanie que l'on pourrait réciter à l'envie, jusqu'à l'écoeurement, au sujet de la Yougoslavie du XX^e siècle, une litanie qui ferait presque apparaître la quarantaine d'années de régime titiste comme une touchante parenthèse de paix si l'on n'avait su que le feu couvait au sein et hors de la République fédérative en raison de quelques mémorables attentats, essentiellement oustachis, commis sous l'œil bienveillant de certains

éléments du « monde libre », anticommunisme oblige !

Slovénie, Croatie, Bosnie... tel un château de cartes la Yougoslavie s'est effondrée en l'espace de trois-quatre ans. Les « experts » ont mis cela sur le compte du serbe Milosevic, chantre d'une mythique Grande Serbie. Ils se sont bien moins étendus sur les coups fourrés de la diplomatie occidentale qui s'est dépêchée, l'URSS s'effondrant, de dépecer l'Europe de l'Est.

Au début du conflit bosniaque, il était entendu par certains humani-

taires de qualifier Milosevic de « nouvel Hitler ». Stéréotype, quand on sait que Saddam Hussein l'était tout autant lors de la guerre du Golfe.

Cette propension à voir naître de nouveaux Hitler à chaque tournant troublé de l'Histoire aurait dû rendre méfiant tout observateur, car, enfin, entre le Grand Satan US, que vilipende Téhéran depuis la chute du Shah, et les nouveaux Hitler, l'exagération démagogique à effet de propagande semble bel et bien tenir lieu d'information, ces derniers temps. Dans le flot continu des flashes simpli-

ficateurs, point de réflexion. Question d'audimat, le sensationnel et l'émotionnel priment. Aussi la guerre est-elle devenue un spectacle, qui, comme tel, doit nécessairement prendre aux tripes, en raison de mercantiles intérêts.

Après une fausse révolution roumaine, une pseudo-guerre chirurgicale dans le Golfe, des déprédations au sein d'un cimetière juif à Carpentras montées en épingle sans conclusion de l'enquête, on a eu droit

(suite p. 4)

PARIS

Manifestation du 8 mars 1994
« Journée internationale
de la lutte des femmes »
18 h 30
Saint-Germain-des-Près

T 2137 - 947 - 10.00 F



FOP 2520

LICENCIEMENTS CHEZ CEG-ALSTHOM

« Nous sommes dehors mais debout ! »

(suite du n° 946)

ML : Expliquez-nous ce qu'a été l'attitude de « votre » patron pendant ce conflit.

Manuel : La répression a commencé le jour où nous avons « séquestré » le tôlier. Séquestrer est un grand mot. On l'a juste immobilisé avec un sous-fifre. Il est resté quatre heures dans une pièce, sans brutalité d'aucune sorte. Le lendemain, il y a eu cinq licenciements pour « faute lourde ». Quatre copains sur le champ, parce que non délégués, et un cinquième en cours parce que « protégé » par la loi du fait de son mandat syndical.

Il est vrai que cette répression a produit un recul du mouvement. Cela a été un frein. Surtout pour des gens qui n'avaient pas l'habitude de se battre. Par contre, la solidarité des gens a été forte et active. Une caisse de solidarité a été faite pour les licenciés sans indemnité, qui se retrouvent à la rue. L'aide qui leur a été apportée par la collecte a été importante. Il y a eu aussi des témoignages pour un éventuel procès, des pétitions signées par le personnel mais aussi par beaucoup de gens d'autres entreprises. Cela montre qu'à l'avenir il est possible que se développent des capacités à être solidaire.

ML : L'avenir justement, comment le voyez-vous ?

Pédro : Ce que l'on peut constater, c'est que l'objectif zéro licenciement n'a pas été atteint. Une lutte isolée ne peut pas réussir aujourd'hui. Les gens ont compris qu'il faut élargir la

lutte. Il faut regrouper tous les salariés, y compris les chômeurs, dans une lutte d'ensemble, et là le patronat aura la trouille. On pourra alors annuler les plans de ces grands trusts qui dominent la planète, qui affament les peuples du monde entier et qui commencent aussi à affamer des pays qui sont, paraît-il, riches.

C'est le bilan que nous faisons, et que nous allons essayer de faire partager aux 500 personnes qui restent dans l'entreprise.

Une lutte isolée ne peut réussir

ML : Des mesures de licenciement il y en a partout. Comment allez-vous aborder cet enjeu, avec quels moyens ? Il vous faudra sans doute une structure plus « lourde » que le CDE, qui dure dans le temps.

Christian : Oui, à notre niveau, nous l'avons fait. Notamment avec RVI. Il ne faut pas s'arrêter aux seules entreprises qui licencient. Il faut aller plus loin. Il faut faire appel à tous ceux qui sont exclus aujourd'hui. Il faut tenir compte du fait, par exemple, que les étudiants sortent bardés de diplômes et ne trouvent pas de travail, que les gens qui ont un travail le perdent très facilement. Il faut élargir notre façon de voir la société.

Pédro : Evidemment qu'il faut changer de politique ! Il faut donner

5 000 F à Balladur et qu'ils se tire ! Il y a deux logiques. Il y a celle du patronat. Rappelons le cas de cette femme de 26 ans, licenciée avec deux enfants à charge. Elle est allée voir le PDG de la boîte. Elle lui a dit : « Expliquez-moi pourquoi vous me foutez dans la misère ? ». Lui, il a sorti un discours clair : « La vie est une jungle ». Avoir une mentalité pareille, ça montre bien qu'ils n'ont pas une logique humaine. Il a ajouté :

« La vie est comme un parking où il y a plus de voitures que de places. Il faut donc écraser les autres pour s'y mettre ». Il a vraiment dit ça ! Toute leur logique est là ! Nous, nous avons une autre logique. Elle est basée sur l'être humain. Cela nous met dans une contradiction difficilement soluble, si ce n'est par la mobilisation de tous ceux qui se sentent encore humains contre ces machines à faire des sous.

ML : J'ai vraiment l'impression que votre discours est plus politique que syndical.

Pédro : Il n'y a pas de contradiction. Qu'est-ce que c'est que cette histoire de faire de la politique et du syndical deux choses différentes ? Ça ne peut tromper que les naïfs. Vous connaissez un seul syndicat qui ne soit pas lié à une organisation politique ? Vous connaissez un seul patron qui ne soit pas lié à un parti politique ?

ML : Nous sommes d'accord là-dessus. Autant aller au fond du problème. Ce serait quoi pour vous une autre société et quels moyens utiliser pour cela ?

Pédro : Ce n'est pas nous qui contestons la société, c'est elle qui nous conteste, en nous mettant en dehors d'elle-même, dans le chômage, dans l'exclusion.

La nouvelle société n'est pas une utopie. Comment cela se fera ? Il n'y a pas d'autres solutions que la mobilisation des gens, des travailleurs. La nouvelle société sortira d'elle-même. Notre PDG gagne un million de francs par mois. Ce qu'il faut changer, c'est cette logique capitaliste. Nous voulons créer une société plus humaine.

ML : Comment y arriver ? Ce n'est pas si simple à réaliser.

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication : André Devriendt
 Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : La Vigie, 24, rue Léon-Rogé, 76200 Dieppe
 Dépôt légal 44 145 1^{er} trimestre 1977
 Routage 205 - La Vigie
 Diffusion SAEM
 Transport Presse

Christian : Malheureusement, cela va être long. Parce qu'il y a une prise de conscience qui doit être faite au niveau individuel. Il va falloir apprendre à rester debout. Il va falloir apprendre à combattre ces injustices. Pas après pas, injustice après injustice pour finir par être le plus nombreux possible à vouloir une autre société. Comment ? Je ne sais pas. Je n'ai pas de recette.

Manuel : C'est difficile. De toute façon elle naîtra des luttes sociales. Il y a un combat à mener dans les centrales syndicales qui sont incapables de réunir toutes ces forces.

ML : En ont-elles la volonté ?

Manuel : Elles ne le veulent pas. C'est une volonté politique de leur part. Toute lutte sociale est politique. La société nouvelle jaillira de cela, des organes que les gens vont se donner. Le CDE, c'était cela à un petit niveau. Plus tard, avec des luttes plus grandes, il y en aura des milliers, des millions qui vont se fédérer, qui vont se rejoindre, qui vont être des maillons, la structure d'une nouvelle société. Avec des quartiers qui bougent, avec des comités de toute sorte, qui seront délégués par quartier, par région. Voilà ce que c'est.

Il s'agit d'un syndicalisme plus politique, si vous voulez, qui donnera naissance à un « pouvoir ». Un « pouvoir » des salariés qui auront droit de regard sur les comptes des entreprises. Il faut se réapproprié tout ça. Cela deviendra possible avec le développement des luttes sociales. Un jour, on balayera ceux qui ont des milliards dans des coffres.

Il faut sortir de l'accumulation des sous

ML : Une société ce n'est pas que de l'économie. Il y a aussi toutes les relations humaines, le racisme, les rapports hommes-femmes, les vieux, les handicapés... Cela doit-il être intégré dans la manière dont vous pensez mener les luttes ?

Manuel : Je suis partisan de ceux qui pensent que l'économie est à la base de tout. C'est ce qui détermine les autres rapports politiques entre individus. Pour moi, le racisme n'est qu'un produit et le fruit de l'économie, de la façon dont on produit les marchandises. Il me semble que si nous produisons en fonction des besoins des gens, ce problème pourrait être résolu assez rapidement. Il faut comprendre que la façon dont fonctionne l'économie aujourd'hui génère le racisme, les guerres. Par exemple, on produit des armes parce que cela rapporte du fric, bien plus que de fabriquer des boîtes de conserve !

Je le vois comme cela : d'abord résoudre les problèmes économiques. Le reste suivra. Mais tout cela se discute.

ML : Christian, qu'en pensez-tu ?

Christian : Je vois qu'il existe encore des exclusions. Il en existera encore demain. Notre planète est ronde et ne s'arrête pas aux frontières. Il y a partout des gens qui veulent que cesse la misère. Peut-être qu'un jour je verrai cela.

ML : Pédro, un dernier mot ?

Pédro : Puisqu'on parle de racisme. Du moment que le capital est international, il y a un nivellement de la main-d'œuvre au niveau international. La responsabilité de la misère, du racisme, est dans le Capital, qui prend les gens pour des marchandises. L'intérêt des travailleurs, c'est que partout se développent des luttes, partout dans le monde, pour changer la société. Une société barbare crée une mentalité barbare.

Il faut sortir de l'accumulation des sous, de la mentalité de l'avare, pour passer à une société d'êtres humains. Avec toutes ses variétés artistiques, sexuelles, culturelles, religieuses ou autres. L'homme est devenu une marchandise qui se négocie sur un marché. Il faut récupérer l'homme pour l'homme.

Interview réalisée lors de l'émission « Idées Noires » (Radio Canut - Lyon), le mercredi 2 février, et retranscrite par Bernard (gr. Déjacque)

CHIFFRES

Le groupe Alcatel-Alsthom

- Bénéfice net sur l'exercice 1992-1993 : 7,1 milliards de francs.
- Nombre d'employés à travers le monde : 250 000.

Filiale CEG Alsthom Transport SA

- Disponibilité financière : 13 milliards de francs.
- Chiffre d'affaires, exercice 1992-1993 : 7,8 milliards de francs.
- Bénéfice net : 150 millions de francs.
- Nombre d'employés : 12 000, dont 9 000 en France.

Erratum

Etourderie du clavier que celle qui, à propos de la première partie de l'interview des employés de CEG-Alsthom retranscrite dans le Monde libertaire n° 946, lui a fait écrire : « "Idées Noires" - Radio Libertaire-Lyon ». Radio Libertaire n'ayant pas d'antenne dans le Rhône, il fallait bien évidemment comprendre Radio Canut... qui voudra bien nous excuser pour ce phagocytage involontaire.

Rédaction-Administration
 145, rue Amelot
 75011 Paris.
 Tél. : (1) 48.05.34.08.
 FAX : (1) 49.29.98.59.

le monde
libertaire

Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n° <input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois	13 n° <input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois	25 n° <input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an	45 n° <input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom Prénom
 Adresse
 Code postal Ville
 Pays
 A partir du n° (inclus).
 Abonnement de soutien
 Chèque postal Chèque bancaire Autre
 Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)
Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
 Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

RENDEZ-VOUS

GAP
Un compagnon vend le *Monde libertaire* chaque samedi de 11 h à 12 h, place Jean-Marcellin à Gap.

PARIS
Les groupes La Villette, Pierre-Besnard et Alliance organisent le vendredi 11 mars à 20 h à l'Espace Jemmappes (116, quai de Jemmappes, M^o Jaurès, 75010 Paris) un débat sur le thème : « Exclusion du logement », avec la participation de l'émission « Sans toit ni loi » (Radio Libertaire) et de camarades militant pour le droit au logement.

TOULON
Un collectif libertaire s'est formé sur Toulon. Des permanences ont lieu le mercredi de 16 h 30 à 18 h et le samedi de 15 h à 18 h au 2, rue Francis-de-Présens (prolongement de la rue des Boucheries, près de la cathédrale).

Vous pourrez rencontrer des militants des groupes toulonnais de la FA : Nada et Région-toulonnaise, du groupe FA de la région brigonnaise, de la liaison FA Pais des Maures (Carnoules/Pignans), ainsi que de la CNT.

Par ailleurs, une bibliothèque et une table de presse seront à votre disposition.

Pour toute correspondance : ACL, BP 6081, 83065 Toulon cedex.

PARUTIONS

PRESSE

Le n° 106 (février) de *Contre Vents et Marées*, journal d'humeur anarchiste, est paru. Au sommaire : petit conte à l'adresse des chrétiens charitables, le Brésil, la laïcité, critique du capitalisme, l'armement et sa reconversion, squatts d'Italie, humeur...

Prix au numéro : 6 F. Abonnement : 60 F. Chèque à libeller à l'ordre de « Contre-Courants ».

Contre Vents et Marées c/o « Contre-Courants », La Ladrrière, 38080 Saint-Alban-de-Roche.

BROCHURE

Le groupe Février édite : *Sur la nation et le nationalisme. Contribution à un débat paru dans le Monde libertaire. Réflexion sur les positions de Philippe Pelletier et Bernard Pensiou sur la situation en ex-Yougoslavie*, de René Berthier. Trente-six pages. Prix : 20 F (plus 7,40 F de frais de port). En vente à la librairie du Monde Libertaire.

BROCHURE

Le groupe La Vache Folle édite le n° 6 des *Cahiers de La Vache Folle*. Cette nouvelle brochure illustrée a pour thème et pour titre « De la ville ». Poètes, créateurs se sont empoignés avec l'image, le son, le bruit et la lumière, la fureur et la douceur de nos villes. Prix : 35 F. A commander à DCC, 3, place de l'Hôtel-de-Ville, 13360 Roquevaire. En vente également à la librairie du Monde Libertaire.

Union régionale parisienne de la FA
COURS
CONFÉRENCE-DÉBAT
20 h 30 - local « La Rue »
10, rue Robert-Planquette
(M^o Blanche) 75018 Paris

* Vendredi 4 mars 1994 : « Comment s'organiser ? Comment lutter contre le capitalisme ? ».

Barrons la route au sexisme !

(suite de la « Une »)

tient pas qu'à l'extrême droite. Tous les politicards connaissent les bonnes ficelles à tirer quand le pays est en crise.

Quant aux droits à l'avortement et à la contraception, ils ne cessent de régresser faute de s'élargir : les actions commando anti-IVG se poursuivent au gré de petites amendes infligées à leurs auteurs (2) ; le statut du personnel et des centres d'interruption volontaire de grossesse n'a pas progressé bien que Simone Veil faisait de ce dossier une priorité pour ses six premiers mois d'activité comme ministre des Affaires sociales ; aucune pilule nouvelle remboursée, ce qui laisse un quart des femmes contraceptées sans aucun remboursement ; aucune avancée quant au remboursement des autres contraceptifs. Le préservatif a bénéficié d'une baisse fugace de son prix : l'opération « préservatif tarif-jeunes pour tous » n'a été qu'un scandaleux bluff puisque les pharmacies n'ont été approvisionnées qu'en tout petit nombre, de quoi assurer la vente d'une ou deux journées alors que la campagne publicitaire durait plusieurs semaines. Après, on s'étonnera qu'une fille sur deux utilise un moyen contraceptif lors du premier rapport sexuel, 36% la pilule et 13% le préservatif (3), que chaque année 10 000 jeunes de moins de 18 ans soient contraintes à pratiquer

une IVG (4) et que 6 000 mineures donnent naissance à un enfant. L'information et la prévention ne sont que peaux de chagrin. La circulaire Savary faisant obligation aux professeurs de 4^e et de 3^e de consacrer trois à quatre heures à l'enseignement de la contraception et des maladies sexuellement transmissibles ne rencontre que fausses pudeurs et désintérêt chez les enseignants. En outre, les établissements d'information et les centres de planification sont menés à rude épreuve, par exemple, dans le département du

Nord, « les subventions pour les centres de planification et d'éducation familiale ont été réduites de près de 13% » (5), amputant particulièrement les budgets accordés au Planning familial.

Des centres de planification à rude épreuve

Quant au sexisme, vécu quotidiennement au travail, dans les transports, dans les conversations, au travers de la télévision, de la publicité et des lectures, dans les relations intimes, il déclenche bien des révoltes individuelles qui ne savent plus être porteuses de projets d'action collective aux côtés de tant d'autres qui se taisent et se résignent.

De 8 mars, cette année encore, sera donc nourri de bien de revendica-

tions en France, qu'il faudrait porter tous les jours. La Fédération anarchiste, quant à elle, s'engage à s'en faire l'écho et à agir dans le cadre de la campagne contre l'ordre moral qu'elle lance.

Hélène Hernandez
(gr. Pierre-Besnard - Paris)

(1) Chiffre donné par l'INSEE (*le Monde* du 12 février 1994).

(2) 12 000 F pour Xavier Dor, suite à l'attaque de la maternité des Lilas ; quelques mois de prison avec sursis et quelques milliers de francs pour les inculpés de Bordeaux, dont Claire Fontana qui récidivait le jour du procès au centre hospitalier Bretonneau de Tours. Le procès pour l'attaque de Tours est prévu le 24 mars, premier procès permettant l'utilisation du « délit d'entrave à l'exercice de l'IVG », inscrit dans la loi du 29 janvier 1993. Le droit à l'IVG est toujours aussi limité pour les mineures, les immigrées et les femmes ayant dépassé les dix semaines de grossesse. Quant à l'embryon, il est devenu « sujet de droit » dans le débat sur la bioéthique !

(3) Enquête parue dans *l'Événement du Jeudi* (juillet 1992).

(4) Soit 6,5% des avortements recensés en France.

(5) In « Le Planning familial en danger », article du groupe Humeurs Noires, ML n° 944, du 10 au 16 février 1994.

• Lire, en p. 7, « Télé sélection » : Les Années Pitule, article de Rose Paradis.

• Lire, en p. 8, l'article de Nelly Trumel sur la « Journée internationale de la lutte des femmes ».

« Le Monde libertaire » dans les écoles du 28 mars au 2 avril

5^e semaine de la Presse dans l'École



ENSEIGNANTS
304 ENSEIGNANTS DE PRESSE
du 28 mars au 2 avril

PARIS
MANIFESTATION
DE SDF

Bilan mitigé

Peu de monde en vérité pour cette manifestation appelée par la Coordination des Sanz'Abris (1), le jeudi 24 février. Un peu plus de 300 personnes se sont retrouvées au Trocadéro pour rappeler qu'au-delà des bonnes œuvres, « un toit, c'est un droit ».

Des sans-logis, bien sûr. Mais combien sur les quelque 40 000 qui survivent à Paris ?

Mais combien, parmi ceux-ci, susceptibles de former une force de revendication et d'action parmi les exclus ?

Des militants, des Parisiens, aussi, bien sûr ! Mais combien parmi tous ceux menacés d'expulsion ou de licenciement qui auraient pu venir crier, avec les précédents, « aujourd'hui, un balcon, demain un carton », à destination des bourgeois aux fenêtres ?

Le chemin est encore long avant que, de toute cette misère, puisse sortir une révolte organisée. Il faut continuer à dire que l'exclusion, le « manque de logements », le chômage, ce n'est pas la faute à « pas-de-chance », mais qu'il s'agit, là, des maux d'un système économique, politique et social : le capitalisme et l'étatisme.

Les militants libertaires, qui constituaient une bonne part du cortège, l'ont bien fait sentir. Ce n'était qu'une première manifestation ambitieuse de la coordination.

Gageons qu'elle sera suivie d'autres actions contre le droit de l'Etat et du propriétaire.

B.D.

(1) Coordination des Sanz'Abris, 7, avenue de Breteuil, 75007 Paris.

DE LA FEMME MYTHIQUE A LA FEMME RÉVOLUTIONNAIRE

Eve et Marie sous le joug du patriarcat et du capital

D'EVE à MARIE, tantôt placée sur un trotoire, tantôt juchée sur un piédestal, si « La Femme » fut érigée en mythe, elle n'en fut que plus opprimée en tant qu'individu.

Sainte et catin, la femme mythique fut créée de toutes pièces non pas par Dieu mais par les religions antiques, au service du patriarcat.

Le système patriarcal s'est établi sur l'abus de pouvoir des « mâles dominants », l'exclusion des « mâles dominés » et l'annexion par les « chefs » d'un quota plus ou moins important de « femelles », en vue de la reproduction.

Avec l'introduction des notions de propriété et de profit, la société patriarcale utilise les hommes exclus pour faire fructifier le domaine usurpé. Les femmes sont mises sous la tutelle des pères et des maris, afin d'assurer la descendance qui évitera la dispersion du capital dans le cadre d'une filiation rigoureusement patrilinéaire.

La seule répression ne suffisant pas à faire tenir les exploité(e)s tranquilles,

et le rendement sous la contrainte étant relativement faible, la religion vient au secours des exploités.

En effet, la religion légitime le fonctionnement du système patriarcal, au nom de la divinité, en en faisant un système moral. Dans les Ecritures, la femme appartient à l'homme de toute éternité, comme le serviteur et l'esclave au maître.

L'obéissance est une vertu majeure : Adam, pour avoir désobéi, est chassé du Paradis. La femme idéale, elle, brille par sa passivité : Marie, soumise et aboulique, n'a absolument rien à faire pour se retrouver enceinte du fils de Dieu. Inversement, Eve, qui a fait preuve d'initiative et de curiosité, entraîne une série de catastrophes...

Aujourd'hui, la religion des dominants, qui légitime le système capitaliste, invoque non plus Yahvé mais la « loi du marché », la présence active de femmes dominantes y est même tolérée.

Les choses ont bien changé ? Pas vraiment, à y regarder d'un peu près.

Dans cette nouvelle religion, imposée, comme l'autre, par bourrage de crâne médiatisé, l'obéissance reste primordiale : il faut obéir aux lois du marché, sinon, c'est la fin du Paradis de la consommation. La passivité n'est plus la qualité première de la femme, par contre, c'est une vertu de premier ordre pour le consommateur : laissez-vous faire, laissez-vous aller, disent les objets des publicités.

Qu'il y ait des maîtres et des valets semble toujours aller de soi : les décideurs décident, les non-décideurs suivent.

Le discours officiel présente la loi du marché comme une donnée incontournable, et le capitalisme comme le seul système viable. Exactement comme les prêtres présentaient Dieu et la religion. Ainsi, une infime fraction de l'humanité joue aux dieux de l'Olympe pendant que l'immense majorité se fait manipuler. On voit donc que, malgré une certaine sophistication due au progrès technique, le système actuel, par son fonctionnement nous rapproche plus de l'âge de pierre que de la conquête de l'espace !

Si l'humanité pour elle-même a fait des progrès, c'est grâce aux révolutionnaires. Les révolutionnaires regardent vers l'avenir, et non pas vers les systèmes antiques et les mythes réducteurs.

Tante Michèle
(gr. Jules-Vallès - Grenoble)

GRENOBLE - jusqu'au 12 mars
« Y'en a pas une sur cent »
(exposition « Femmes révolutionnaires » du CIRA)
MAISON DU TOURISME - BIBLIOTHÈQUE DU CENTRE-VILLE (1^{er} étage)
(exposition organisée par le groupe Jules-Vallès de la FA de Grenoble)

Sarajevo : une ville symbole écrasant les réalités yougoslaves

(suite de la « Une »)

à une énième manipulation des plus insolentes : accréditer l'idée, dans le public, qu'un petit peuple balkanique pouvait nous refaire le coup du Grand Reich, sous la conduite d'un satrape élevé dans le sérail « communiste ». Que des salopards plus cons ou plus outrecuidants aient parlé de « purification ethnique » à l'inverse d'autres salopards qui la pratiquait sans la nommer, et le Serbe devint l'ennemi (2). Et d'appuyer, il y a un an, la démonstration sur des violés de Musulmans, sans que l'on en connaisse la réelle étendue et l'entière des mesures prises internationalement pour pallier au traumatisme. On a le sentiment d'avoir assisté, sous couvert de compassion toute médiatique, à une surenchère passablement voyeuriste. Puis, les révélations fracassantes faites, les médias s'en sont allés ailleurs, sans plus se préoccuper de ces femmes en détresse. Rideau !

Rideau aussi en ce qui concerne les seuls camps de concentration serbes, présentés à tort ou à raison comme des camps d'extermination de prisonniers musulmans. A tort ou à raison dis-je, car de ces images de détenus squelettiques qui, naguère, ont fait la « une » de la presse, il ne reste plus rien... alors qu'il était presque question d'un nouvel Auschwitz, et que des criminels de guerre devaient connaître, suite à enquête, un nouveau procès de Nuremberg. Hormis des critiques à l'adresse des diplomates occidentales incapables d'éteindre les premiers feux, que dit en substance le rapport de l'enquêteur polonais Tadeusz Mazowiecki, rendu à l'ONU aux environs du 20 février ? Espérons qu'il nous éclairera sur le devenir de ces camps (de tous les camps), passés de mode.

Les bombardements serbes de Sarajevo ont ravi la vedette. Et quasi

« Facile [...] de pointer un doigt vengeur sur les seuls Serbes, tueurs d'enfants... »

exclusivement ceux de Sarajevo. Des autres cités bosniaques, toutes tendances confondues, *black-out* médiatique. Par exemple, des rivalités musulmanes dans la poche de Bihac, on a que peu d'entrefilets. Facile ainsi, à l'heure du « 20 heures », de faire pleurer dans les chaumières en pointant un doigt vengeur sur les seuls Serbes, tueurs d'enfants après avoir été violeurs et tortionnaires.

Ça sent l'exagération, la manipulation à plein nez, la démagogie à des fins géopolitiques, l'effet de mode médiatique.

Dès l'origine du conflit yougoslave, les pions étaient mis en place. Il était évident que dirigeants et citoyens serbes confondus, présentés comme des empêcheurs de découper la

Yougoslavie, auraient le mauvais rôle. Mauvais rôle à partir du moment où le licenciement en Croatie de fonctionnaires serbes ou l'adoption d'une Constitution réactionnaire de la part du gouvernement Tudjman, avec réintroduction du drapeau oustachi comme drapeau national, étaient autant d'éléments passant pour des épiphénomènes dans les médias, alors qu'ils étaient l'expression d'une forme initiale de « purification

« Ce n'est pas un génocide auquel nous assistons en Yougoslavie. »

ethnique ». Mauvais rôle encore à partir du moment où l'on préférerait mettre l'accent sur les manifestations de l'extrême droite plutôt que sur les manifestations et rassemblements pacifistes conduits par l'opposition. Le pacifisme des comités anti-guerre n'a guère été de mode chez les journalistes.

De Belgrade, on ne sait quasiment plus rien, tant les yeux sont rivés sur les monts surplombant Sarajevo. Il y a un embargo, nous dit-on, mais de la réalité quotidienne dans les villes et campagnes serbes il n'en est pas question. La Serbie avant même une hypothétique intervention militaire onusienne est déjà niée, gommée comme pour mieux préparer l'opinion à son éventuel abattement. On ne s'apitoie pas sur une ville, un pays dont on ne parle pas.

Or, l'embargo n'a jamais brisé les tyrans, ni dans les Balkans ni en Irak, ni même en Haïti. Les tenants du pouvoir demeurent en place et seules les populations trinquent. Saddam Hussein est toujours à Bagdad et voit les industriels américains signer pour 40 milliards de dollars de futurs échanges commerciaux. Clinton lâche le président Aristide pour le plus grand plaisir des militaires haïtiens. Gageons que, malgré la diabolisation de Milosevic, l'Occident saura encore lui faire bonne figure. C'est dire si l'embargo est subtilement dosé. Juste de quoi impressionner les peuples concernés et manipuler l'opinion publique occidentale.

Et de se rappeler, qu'il y a un an, on parlait, incidemment, de ces péniches et barges remontant le Danube à partir de la Roumanie en direction de la Serbie, et ceci malgré l'embargo. L'ONU devait dépêcher des observateurs pour endiguer les violations fluviales dudit embargo. Nul écho depuis.

Puis, il a été question de trafics entre la Grèce (membre de la CEE) et la Serbie par le biais de la Macédoine. On aurait pourtant cru que la situation tendue entre Athènes et Skopje rendrait infranchissable la frontière du nord. Certes, dernièrement, le gouvernement « socialiste » d'Athènes vient d'arrêter les échanges à partir du port de

Salonique, mais c'est bien tardif, et la Serbie n'est en rien visée, c'est la Macédoine.

En décembre 1993 ou début janvier 1994, le quotidien *le Monde* a fait état d'un trafic de carburants d'importation entre l'Albanie et le Monténégro, allié direct des Serbes.

Et voilà désormais qu'une commission d'enquête fait état de trafics entre certains éléments de la FORPRONU et les diverses parties en conflit (prostitution, stupéfiants, armement, denrées...). C'est le bouquet !

L'embargo n'est bien que de façade, car les observateurs en place dans la région n'ignorent rien de ce qui se trame, mais encore sont, pour certains, à la source des échanges constatés. Rien ne s'ignore, surtout pas quand la Grèce (pro-serbe) est pour six mois présidente de la CEE et que les Américains dépêchent, en avant-poste, une poignée de Marines en Macédoine ou encore supportent tant bien que mal l'Albanie post-communiste, s'étant engagés notamment à réformer son armée.

L'honnêteté consisterait à donner le maximum de publicité à ces trafics et aux crapuleries macabres à l'heure où Sarajevo est érigé en ville symbole des horreurs serbes. C'est ainsi que le nouveau président finlandais, le social-démocrate Marti Ahtisaari, qui a eu en charge le dossier yougoslave, en tant que diplomate, a répondu à la question posée par le journal *Helsinki Hufvudstadsbladet* sur un éventuel génocide : « Ce n'est pas un génocide auquel nous assistons dans l'ex-Yougoslavie. Ce serait plutôt un crime contre l'humanité. Dans la situation actuelle, tout le monde tue tout le monde. C'est une situation d'une complexité colossale » (repris par *le Monde* du 8 février 1994).

Les contempteurs d'un peuple serbe rehaussé au rang d'« aryen » en sont là pour leurs frairs.

Aucun nationalisme, en ex-Yougoslavie ou ailleurs, ne tient le beau rôle, quels que soient les sentiments que l'on puisse avoir vis-à-vis des luttes de libération nationale.

Et il ne faut pas être grand clerc pour considérer raisonnablement que chaque camp est composé de salauds... à l'image, peut-être, de ces artilleurs musulmans que TF1 a désigné (et confirmé) le samedi 16 février au « 20 heures », à partir d'un prétendu document de la FORPRONU, comme responsables du massacre du marché de Sarajevo, le 5 février, se soldant par une soixantaine de morts. Et l'*Humanité* du 19 février d'ajouter à ce sujet, à partir d'un témoignage publié dans *la Libre Belgique*, qu'en fait d'obus, il s'agirait d'une bombe, (constat émanant d'un médecin américain d'origine turque, le docteur Kardoman, en poste à Sarajevo). Qui l'aurait placée ? Des miliciens musulmans à la solde d'Izetbegovic ? Une cinquième

colonne serbe ou croate ? On est loin de certitudes résolument anti-Serbes.

L'examen rigoureux des faits, nous entraîne loin de l'esbroufe manichéenne des va-t-en-guerre, qui, pour faire coller leurs rêves bellicistes à la réalité, travestissent cette dernière, au besoin en distribuant le rôle de nouvel Hitler à qui mieux-mieux.

Sarajevo n'est ni le ghetto de Varsovie ni le Madrid républicain de 1936 ! Le rôle du « Juif ou républicain martyr » n'a pas été spécialement dévolu aux Musulmans, comme un certain lobby pro-musulman voudrait bien nous le faire croire. Il n'y a pas un ghetto ni un Madrid particulier... Des ghettos, des Madrid, il s'en trouve dans toutes les zones, dans chaque ville de Bosnie (mais aussi de Slavonie et de la Krajina, zones croates abandonnées aux Serbes), partout où la folie claniste et l'esprit de vendetta ont pris le dessus, et ceci sans distinction d'étiquette ethnique... religieuse plutôt, dont l'ancienne Yougoslavie laïque se fichait pas mal.

Et que se dit-il sur le terrain, parmi des personnes qui nous seraient proches ?

Interviewé à Split dans *Actuel* de février, que dit, par exemple, Predrag Lucic, rédacteur-fondateur de l'hebdomadaire satirique croate *Feral*

« Le rôle du "Juif ou républicain martyr" n'a pas été spécialement dévolu aux Musulmans... »

Tribune ? « Vous savez que M. Le Pen est un ami de notre président Tudjman ? Le gouvernement croate [...] a aidé psychologiquement les nationalistes serbes à faire la Grande Serbie, en étant plus serbe que les Serbes. Avec un gouvernement totalitaire en Serbie, la réponse devait être la tolérance ». Plus loin, à propos de nos bonnes âmes intellectuelles françaises, ils ajoutent : « Alain Finkielkraut et Edgar Morin ont beaucoup de talent... quand ils n'écrivent pas sur la Yougoslavie. L'un dit : les responsables sont les Serbes. L'autre : les responsables sont les Croates. Ce sont des fascistes. Sans comprendre qu'il y a des coupables partout. La bêtise de la politique internationale est de croire que Milosevic, Tudjman et Izetbegovic peuvent arrêter la guerre. Si Izetbegovic avait la même puissance que Milosevic, il ferait la même chose ». Oh, certes, Predrag Lucic ajoute qu'il faudrait « envoyer une force armée en Bosnie et y créer un protectorat... tout en poursuivant que « les forces de l'ONU ne peuvent rien ». Difficile d'instaurer un protectorat si l'on ne peut rien faire ! Contradiction ! Mais ne faut-il pas voir l'esprit *Charlie Hebdo* que est celui de *Feral Tribune* ? Toujours est-il que, « déconnade sur fond

d'angoisse » ou pas, Predrag Lucic n'a « pas d'idée sur la manière de provoquer un changement politique ». « ... C'est impossible pour l'instant », dit-il en substance.

A entendre le rédacteur de *Feral Tribune*, on est loin des certitudes affichées par les Tartarin de l'intervention onusienne ou de souhait d'amplification des trafics d'armes à destination des parties de leur choix (3). Alors un peu moins d'esbroufe et de plans sur la comète et un peu plus de soutien concret aux déserteurs, aux femmes et aux enfants, qui frappent aux portes (closes) de la forteresse Europe, serait le bienvenu. Aide entreprise notamment, pour les déserteurs, par le Forum civique européen, basé, pour la France, à Forcalquier (cf. « Nouvelles du front », ML n° 944).

Et puis s'il y a matière à aider véritablement, c'est en menant là-bas une véritable propagande d'insoumission, qui n'ait rien à devoir aux intrigues des donneurs de leçons patentés de la politique, de la culture et des médias, ergotant sur la nature fasciste d'un régime, d'un leader ou d'un peuple (4).

On pourra toujours persifler à ce sujet, mais il faut bien constater que là où le pacifisme est ancré, comme au Kosovo sous l'impulsion de l'écrivain Rugova, les provocations nationalistes de la clique Milosevic mettent difficilement le feu aux poudres, et ceci depuis déjà quelques années.

La paix armée est une fadeuse de plus débitée à l'envie, comme la guerre humanitaire de Somalie, car elle ne fait qu'ajouter la guerre à la guerre, cycle sans fin de terreur.

Claude Nepper
(gr. La Villette - Paris)

(1) « A chacun son Boche ! », tirait l'*Humanité* clandestine durant la Seconde Guerre mondiale, et non pas « A chacun son nazi », ce qui aurait été franchement plus antifasciste et moins nationaliste, car tous les « Boches » n'étaient pas hitlériens, loin s'en faut !

(2) A propos de manipulation et de mode, lu dans *Charlie Hebdo* du 23 février : « Predrag et Boris (NDLR : rédacteurs du *Feral Tribune* de Split) sont d'accord : Sarajevo est LA ville où le reporter doit aller pour être à la mode. Sarajevo, c'est une sorte d'Euro Disneyland de la guerre pour journalistes en gilets pare-balles. C'est vrai, racontent Predrag et Brodag, quand nous y sommes allés, on a vu dans le hall de l'hôtel Holiday Inn (NDLR : les dortoirs des journalistes) des tableaux avec les programmes de la journée pour les reporters. Comme pour un Safari. »

(3) Génération Ecologie signe l'affiche suivante : « Des armes pour la Bosnie, des armes pour la paix », avec citation de Brice Lalonde à l'appui : « Reconnaissions aux Bosniaques (NdA : sous entendu les Musulmans) le droit à la résistance ». Une colombe tachetée de pistolets-mitrailleurs (sic) illustrent le tout !

(4) A l'automne 1993, une aide ouverte pour la Bosnie, voyant le ralliement de camarades anarcho-syndicalistes du DAM britannique et de la SAC suédoise, s'est notamment illustrée par l'envoi d'un convoi en direction de Tuzla. L'expérience mériterait d'être prise en compte en d'autres pays, avec une finalité plus large que le simple ravitaillement humanitaire.

CAUCASE

Pourquoi Bernard-Henry Lévy préfère Sarajevo à Tbilissi (1^{ère} partie)

CONTRAIREMENT à Sarajevo et à la Bosnie, le Caucase ne figure pas à la une des médias. Pas de cris indignés, pas d'appel à la mobilisation, pas de table ronde avec invités *ad hoc*. Pas de surenchère politicienne, pas de battage parisiano-intellectuel. Pourtant, des tués, du sang, de la souffrance humaine, il y en a également dans le Caucase : près de mille morts rien que pour janvier de cette année (1). Des tensions et des enjeux géopolitiques, il en existe aussi.

Quelles sont donc les raisons de cette discrétion ? Comprendre pourquoi permettra au passage de jeter un regard nouveau sur le conflit bosniaque.

Vous avez rêvé mosaïque culturelle ? Le Caucase l'a fait...

— On le sait, le Caucase est une région où s'enchevêtrent les ethnies, les langues et les religions les plus diverses. A côté, l'ex-Yougoslavie ferait presque figure d'Etat unitaire et de pays monoculturel. Cette situation du Caucase est due à la situation et à la nature géographique de la chaîne de montagne qui barre le passage entre la mer Noire à l'ouest et la mer Caspienne à l'est (Elbrouz : 5 633 m d'altitude). Sur ce véritable verrou situé entre le monde européen et le monde asiatique butèrent ou déferlèrent les plus grandes des migrations de l'humanité, souvent poussées, plus à l'est, par la croissance chinoise. Certaines populations n'ont fait qu'y passer, certaines parties y sont restées, souvent comme réfugiées. Et c'est précisément à cause de ces mouvements historiques, de ces

variations et de ces mélanges constants, qu'il est très difficile de distinguer clairement ce que sont ces ethnies et leur territoire.

Que ce soit pour la langue, l'origine migratoire ou la religion, les variations à l'intérieur d'un groupe sont telles qu'il est souvent vain de lui attribuer une identité et

« Certaines différences ont même été fabriquées par le pouvoir politique... »

un espace précis. Les linguistes recensent 130 langues environ. Mais, à l'intérieur de trois grandes familles linguistiques bien identifiables — les familles caucasienne, altaïque (turque) et indo-européenne — les idiomes sont, en fait, souvent très proches (2). Il s'agit souvent de simples variations dialectales. Certaines différences linguistiques ont même été fabriquées par le pouvoir politique, comme celle qui oppose le tchéchène et l'ingouche depuis 1954, autrefois regroupées en langue vainak (un million de locuteurs). Enfin, certaines ethnies changent même d'idiome au cours de l'histoire, telle que les Meshkets, groupe du sud de la Géorgie qui adoptèrent le turc et l'islam chiite. La plupart des ethnies du Daghestan, majoritairement d'origine caucasienne, avaient l'arabe (autre famille linguistique) comme langue de culture commune jusqu'au XIX^e siècle.

On trouve également au Caucase les grands alphabets de l'humanité :

latin, cyrillique, arménien, géorgien, arabe. Avec toutes les combinaisons possibles : quoique turcophones, les Azéris sont passés de l'écriture arabe à l'alphabet latin. Les Ossètes du nord ont adopté l'alphabet cyrillique en 1938, les Ossètes du Sud ont conservé l'alphabet géorgien tout en y rajoutant le cyrillique en 1954 (les Ossètes sont d'origine indo-européenne, groupe iranien, et donc distincts des Géorgiens, de famille caucasienne).

Pareil pour les religions. Nulle identification rigoureuse ou totale entre un groupe ethnico-linguistique et une croyance. Les Géorgiens sont d'obédience orthodoxe byzantine mais, comme on l'a vu, la fraction des Meshkets est chiite. Chez les Azéris chiites (qui se retrouvent également en Iran), il existe une minorité sunnite. Le muridisme (mysticisme musulman proche du soufisme) a touché les sunnites du Daghestan (guerres murides de la fin du XVIII^e et du début du XIX^e)... Et, comme rien n'est simple, certaines ethnies ont changé et rechangé de religion. Ainsi les Ossètes sont chrétiens avant l'an mil, puis islamisés, puis re-christianisés en 1200, puis de nouveau musulmans au XV^e siècle et se retrouvent finalement chrétiens, laissant à chaque fois des fractions fidèles à telle ou telle croyance. Il faut dire que les Ossètes vivent des deux côtés du col de la Croix (2 390 m) qui est le principal passage du nord au sud, en plein centre du Caucase, d'où l'importance qu'il y avait, et qu'il y a encore, à les contrôler. Même les Arméniens, qui ont largement

conservé leur identité historique-culturelle par le biais de leur Eglise chrétienne grégorienne autocephale, ne sont pas exempts de schismes ou de sous-schismes religieux.

Flux et reflux migratoires constants — On distingue dans l'histoire du Caucase deux grandes translations des populations : Nord-Sud et Est-Ouest. Ainsi, et en simplifiant, les peuplades russo-phones ont bougé du Nord vers le Sud, et les peuplades turcophones ont oscillé sur l'axe Est-Ouest. Et la rencontre entre les deux, c'est le Caucase ! Du VII^e siècle au XV^e siècle, les peuplades turcophones se sont dirigées de l'est, de l'Asie centrale, vers l'ouest, en s'islamisant au passage. Puis elles sont reparties vers l'est, sous l'empire ottoman, à partir du XVI^e siècle. Au milieu, dans le petit Caucase, au sud, deux peuples sont pris en sandwich : les Kurdes (groupe iranien) et les Arméniens (groupe arménien). Kurdes et Arméniens sont de même origine indo-

européenne mais de religion différente, sunnites avec minorité chiite pour les premiers et chrétiens pour les seconds. Pendant longtemps stabilisés dans les plaines situées au nord du Grand Caucase (la « ligne cosaque » sur les fleuves Kouban et Terek), les Russes se mirent à bouger vers le sud à la fin du XVIII^e siècle pour conquérir le Caucase, ce qui prit deux siècles jusqu'aux lendemains de la révolution russe.

Dans le choc qui va opposer Russes et Turcs, les peuples intermédiaires, moins nombreux et moins puissants, sont pratiquement obligés de passer alliance avec l'un ou l'autre des deux camps. La Première Guerre mondiale va tout accélérer. Le mouvement nationaliste arménien, un moment tentés de s'allier avec les Turcs contre les Russes, va finalement choisir les Russes. Le nouvel Etat turc ne leur fera pas de cadeau : ce sera le génocide arménien (800 000 morts environ), sans oublier que les Russes commettront de leur côté autant de victimes contre les Turcs et autres. Les Kurdes choisiront les Turcs. Mais les uns comme les autres seront floués par les grandes puissances puisque le traité de Sévres (1923) qui va dépecer

l'empire ottoman leur refusera l'Etat promis à tous les deux. Pour ne rien arranger, il se trouve que Kurdes comme Arméniens occupent des territoires souvent identiques. La révolution bolchevique va compliquer les choses. Là encore, les fractions nationalitaires passeront alliance avec les uns ou avec les autres, pour ou contre les bolcheviks. Le soviétique de Bakou en Azerbaïdjan joue un rôle important. La puissance anglaise est omniprésente, et cherche perpétuellement des alliés locaux contre l'URSS. Pour ajouter à la confusion, certains processus révolutionnaires seront éliminés par les bolcheviks qui en ont peur, comme la république ouvrière-paysanne des Abkhazes (au nord-ouest de la Géorgie).

Les puissances occidentales qui sont finalement défaites en Russie renoncèrent à faire plus en Caucase. L'Angleterre, notamment, s'en retire pour le Sud (Irak, Koweït). Les Etats turc et bolchevique, recomposés mais affaiblis, conviennent d'un statu quo. L'URSS constitue finalement une république d'Arménie (1920), tout en maintenant l'enclave arménienne du Haut-Karabakh (en région autonome au sein de l'Azerbaïdjan) et l'enclave azérie du Nakhitchevan (en bordure de l'Arménie), ce qui crée les germes des tensions ultérieures.

Staline parvenu à la tête du pouvoir organise une répression impitoyable contre certaines minorités. Les Ingouches, les Tchéchènes, les Balkars et les Karatchaï, accusés de collaboration avec les nazis pendant la Deuxième Guerre mondiale, sont déportés en masse en Asie centrale en 1943-1944 (425 000 rafles rien que pour les Tchéchènes et les Ingouches !). De retour sur leurs terres, au moment de la déstalinisation ou pendant la pérestroïka, les déportés se confrontent avec ceux qui ont occupé leurs terres (comme les Ossètes en Tchéchénie). Ce type de situation est malheureusement courant, et il alimente largement les rancœurs sur lesquelles vont s'appuyer les conflits nationalitaires.

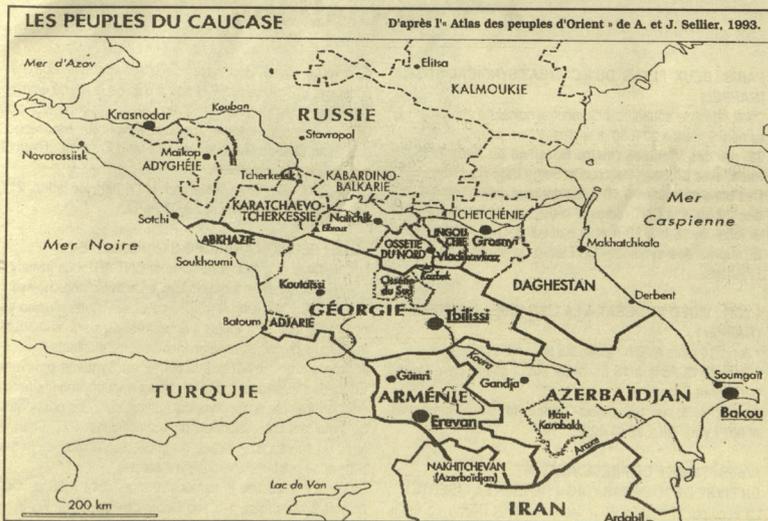
C'est sur ce substrat historique et cette mosaïque culturelle que se repositionnent les conflits actuels dans le Caucase. Avec un ingrédient supplémentaire : le pétrole.

Philippe Pelletier

(1) « Guerre totale en Azerbaïdjan », *Le Monde* du 1^{er} février 1994. Un titre bien significatif !
(2) Se référer au magnifique (et précieux) *Atlas des peuples d'Orient*, J. et A. Sellier, La Découverte, 1993.

« Les Russes se mirent à bouger vers le sud à la fin du XVIII^e siècle pour conquérir le Caucase... »

Dans le choc qui va opposer Russes et Turcs, les peuples intermédiaires, moins nombreux et moins puissants, sont pratiquement obligés de passer alliance avec l'un ou l'autre des deux camps. La Première Guerre mondiale va tout accélérer. Le mouvement nationaliste arménien, un moment tentés de s'allier avec les Turcs contre les Russes, va finalement choisir les Russes. Le nouvel Etat turc ne leur fera pas de cadeau : ce sera le génocide arménien (800 000 morts environ), sans oublier que les Russes commettront de leur côté autant de victimes contre les Turcs et autres. Les Kurdes choisiront les Turcs. Mais les uns comme les autres seront floués par les grandes puissances puisque le traité de Sévres (1923) qui va dépecer



UNIVERSITÉ DE ROUEN

Une visite musclée du GUD

Le 9 février, alors que, comme tous les mercredis, diverses organisations politiques (dont la FA) faisaient de la propagande dans le hall de la faculté de Lettres, surgit une dizaine d'individus se réclamant du GUD.

Très rapidement, ils s'en sont violemment pris aux personnes présentes (étudiants politisés ou non, personnels...) en les frappant et en les aspergeant de gaz lacrymogène, guerre éclair et gazage étant chez eux une tradition.

Cette agression fasciste intervient après le fiasco du désormais célèbre pseudo-syndicat Renouveau Etudiant (lié au FN) lors des dernières élections universitaires, et ce n'est que l'application du FNJ

qui veut « faire de la fac son terrain d'entraînement ».

Déjà les fascistes, après avoir été expulsés pacifiquement du hall de la faculté de Lettres quelques mois auparavant, venaient le soir pour arracher les panneaux des organisations de gauche. Rappelons également que de telles agressions ont eu lieu dans la région parisienne et à Nice.

Afin de protester contre ces agissements et pour que tous les étudiants prennent conscience du danger que représente l'extrême droite, un tract a été distribué et des banderoles placardées dans toutes les facultés, surtout en Droit où les fascistes sont traditionnellement nombreux. Un rassemblement était également prévu pour le 16 février.

Cela dit, le combat antifasciste ne doit pas se limiter à l'université. En effet, le jour de l'agression, Chaboche, le leader normand du FN, déclarait qu'il présentait un candidat par canton en vue des prochaines élections. De plus, les venues dans notre région de Le Pen (à Boos) et de Maigret (à Rouen) ont été annoncées pour le mois de mars. Il est aujourd'hui plus que nécessaire de s'organiser afin de s'opposer efficacement, partout où passent les fascistes, comme nos camarades des Jeunesses libertaires et de la CNT le font en Espagne. Bien entendu, le groupe FA de Rouen va s'investir à fond dans cette lutte.

Frédéric
(gr. de Rouen)

RENNES

Le procès du sang contaminé

Lundi 21 février, le tribunal de police a connu une effervescence peu commune. En effet, le Comité de contre-information et de solidarité mobilisa près de 60 personnes à l'occasion de mon procès.

Je rappelle que je passais devant cette instance pour m'être solidarisé avec les transfusés empoisonnés par les lots de sang contaminés et pour avoir dénoncé la logique d'Etat qui sacrifie la vie des gens sur l'autel du fric et de l'affairisme médico-industriel, et ce par le biais d'un bombage datant du 31 juillet 1992 qui disait : « Hervé expulse les squatteurs, tue les hémophiles, bilan globalement séropositif ».

LE CCIS (1) tient tout d'abord à remercier l'ensemble des personnes présentes et solidaires, notamment les compagnons du groupe FA de Nantes, ainsi que le SCALP-Réflex nantais, venus tout spécialement de Loire-Atlantique.

Un remerciement particulier au camarade Serge Livrozet, qui n'a pas hésité à venir de Paris pour témoigner à la barre de la légitimité de cette action. Malgré l'obstruction du président du tribunal, Serge Livrozet a d'emblée affirmé le soutien de la Fédération anarchiste. Il a, par la suite, brillamment indiqué que, préci-

sément les militants de la FA n'entendaient pas être criminalisés du fait d'une légalité par trop conservatrice. Il a également fait remarquer au tribunal que ce sont bien les luttes sociales au quotidien qui font évoluer les choses, et le droit entre autres choses.

La mobilisation se poursuit

Maître Claude Larzul dénonça, dans une plaidoirie fort appréciée par l'assistance, l'impunité dont bénéficient encore les « responsables » politiques (Fabius, Dufoix, Hervé) dans l'affaire du sang contaminé. Il s'étonna, par ailleurs, qu'alors même où cette impunité perdure, on puisse s'en prendre à un militant manifestant une indignation que tout le monde partage, et en premier lieu les victimes de la transfusion. Il s'attacha ensuite à démontrer l'argumentation juridique sur laquelle le ministère public entendait baser ses poursuites.

Ce même ministère public requit 1 100 F d'amende. Face à cette demande de contravention, le CCIS réclama la relaxe. Le jugement mis en délibéré nous sera communiqué le 18 avril. Nous entendons donc

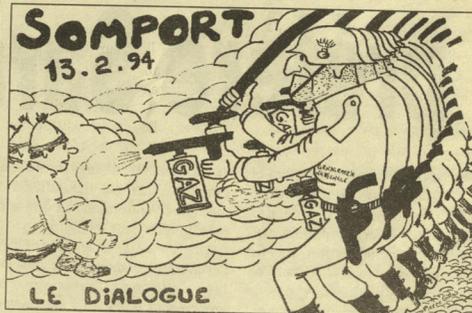
poursuivre la mobilisation et rester vigilant jusqu'à cette date. D'ores et déjà nous remercions les personnes ayant manifesté leur soutien financier ou ayant envoyé des messages d'encouragements. Nous réitérons notre appel à la solidarité tant financière que morale, et nous ne manquerons pas d'informer les lecteurs du *Monde libertaire* du résultat de ce procès.

CCIS

(1) CCIS c/o MJC Rennes-centre, 9, rue de la Paillette, 35000 Rennes. Chèque à envoyer à l'ordre de F. Le Maître.

TUNNEL DU SOMPORT

Violences policières aux Forges-d'Abel



Journée printanière en ce 13 février 1994 aux Forges-d'Abel, lieu du chantier du tunnel du Somport où 300 opposants venus des alentours et de quelques coins de France (comités Somport) s'étaient donnés rendez-vous pour manifester contre la destruction d'un haut lieu floristique, faunistique et géologique européen, pour manifester contre la vie infernale qui attend les Aspois lorsque 1 000 camions passeront tous les jours sur la RN 134 pour franchir la frontière franco-espagnole.

Les premières boules de neige lancées derrière le grillage, puis l'arrachage de celui-ci, enfin le blocage de la circulation pour discuter avec les automobilistes furent l'occasion pour les gardes mobiles de dégager la voie publique entravée. Résistance non violente des manifestants... pourtant un camion de gardes mobiles fonce à toute allure, manquant de peu d'écraser un manifestant. Les 300 opposants imperturbables restent assis sur la route. Les gardes mobiles de sortir les manifestants en les traînant sur les bas-côtés, mais la résistance passive continue. Exaspérés, les militaires déclenchent une charge violente. On comptera trois blessés légers chez les manifestants. Ils reformeront, sans incident notoire, un groupe compact un peu plus bas, toujours face aux rangées des brutes policières, et ceci jusqu'en fin d'après-midi.

Tout le monde s'est donné rendez-vous dans un ou deux mois, puis pour le 22 mai à Bedous, puisque les travaux reprennent effectivement. Rappelons que depuis Noël 1993 des actions ont conduit à la perturbation sérieuse de la circulation d'engins de chantier à du découpage de grillage (ce qui a provoqué l'interpellation d'opposants).

La reprise effective des travaux est une raison suffisante d'être nombreux à soutenir nos amis aspois, à montrer notre attachement aux Pyrénées sauvages menacées irrémédiablement par les bétonneurs, les transporteurs, les routiers, les sociétés d'autoroutes et les responsables économiques et sociaux.

Serge Laborde (FA du Béarn)

Associations

PARIS : DEUX FÊTES DU « COMBAT SYNDICALISTE » (RAPPEL)

Deux fêtes de soutien au *Combat syndicaliste* auront lieu le samedi 5 mars à 20 h 30 et le dimanche 6 mars à 15 h 30 au 33, rue des Vignoles (métro Buzenval ou Avron), 75020 Paris, avec Christian Paccoud et Serge Utgé-Royo.

Des bons de soutien à 50 F, qui donnent droit à l'entrée sont disponibles à la CNT (adresse ci-dessus), le mardi, mercredi et jeudi de 18 h à 20 h et le samedi de 14 h à 16 h, ainsi qu'auprès des syndicats CNT et de la librairie du Monde Libertaire.

LYON : VIDÉO ET DÉBAT A LA LIBRAIRIE LA GRYFFE (RAPPEL)

• Jeudi 10 mars à 20 h : Vidéo sur les essais nucléaires.
• Samedi 12 mars à 15 h : débat sur la guerre civile, animé par *Noir et Rouge*.
La Gryffe, 5, rue Sébastien-Gryphe (M^e Saxe-Gambetta), 69007 Lyon. Tél. : 78.61.02.25.

PARIS : SOIRÉE DE PRÉSENTATION DU LIVRE DE M. BENASAYAG « PENSER LA LIBERTÉ »

Le vendredi 11 mars à 20 h, les éditions La Découverte et le collectif « Malgré tout » organisent une soirée de présentation

du livre de Michel Benasayag : *Penser la liberté. Comment construire une philosophie et une praxis de la liberté émancipée de l'"idée de progrès" ?*, en présence de l'auteur ; de Dardo Scazino, philosophe ; de Sophie Wahnich, historienne ; de Dimitri Colaidis, historien et de François Géze, directeur des éditions La Découverte.

Cette soirée aura lieu à la *Maison de l'Amérique latine*, 217, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris.

LILLE : RÉUNION ANARCHO-SYNDICALISTE

Les militants et sympathisants de la CNT-AIT vous invitent à une réunion destinée à développer les activités anarcho-syndicalistes dans la région Nord/Pas-de-Calais. Cette réunion est ouverte à tous et à toutes : employés, ouvriers, chômeurs, travailleurs précaires, enseignants, lycéens, étudiants...

A programme : bilan des activités du Syndicat pour une Education libertaire (SEL) et de sa section universitaire ; création éventuelle d'un syndicat interco, selon les possibilités, de syndicats professionnels plus spécifiques (PTT, intermittents du spectacle...); mise en place d'un réseau d'informations et de solidarité anarcho-syndicalistes.

La réunion aura lieu le samedi 19 mars à 14 h 30 au CCL Benoît-Broutchoux, 1-2, rue Denis-du-Péage (M^e Fives) à Lille. Tél. : 20.47.62.65.

« INFOS & ANALYSES LIBERTAIRES » n° 36

revue de l'Union régionale Sud-Ouest de la FA

Au sommaire : la crise, des reprises de la Révolution prolétarienne du 10 février 1938, la vallée d'Aspe, les contacts FA sur la région et plate-forme et synthèse.

Prix au numéro : 15 F

Abonnement : 75 F (militant : 100 F, de soutien : 150 F)

Chèque à l'ordre du CES

CES, BP 233, 66002 Perpignan cedex.

PAMPHLET

« Le sida combien de divisions ? »

Act Up - éditions Dagorno

Ce livre n'est pas un livre sur Act Up-Paris, nous laissons à d'autres le soin d'écrire l'histoire que nous faisons. C'est un livre sur le sida, le livre d'Act Up sur le sida. Il est le résultat de quatre ans de lutte, il résume la réflexion que notre engagement quotidien dans ce combat a fait naître en nous à l'épreuve des faits. C'est un livre collectif, un livre écrit par des malades qui, au-delà de leur tragédie personnelle, au-delà du problème strictement médical, voient dans le sida avant tout une question politique. Car pour nous, de la contamination d'un individu aux problèmes de Santé publique que doit affronter le gouvernement, il n'est question que de responsabilité humaine ; au sens fort, de politique. Le sida n'est pas une fatalité, le vaincre n'est pas du seul ressort de la médecine : cela dépend avant tout de l'engagement et de la volonté de ceux qui nous gouvernent. Ce livre est un pamphlet politique, pas un livre de malades qui parlent de leur maladie. Il y a des poètes pour cela.

Point de vue particulier, notre livre est aussi, par la force des choses, partiel et partial. Partiel parce que nous n'avons pas la prétention de tout savoir et de tout comprendre : l'insolente ignorance des politiques que nous rencontrons si souvent nous aura au moins appris la modestie. Partial, parce qu'il ne prétend pas résumer tout ce qui se dit et se pense sur le sida, mais refléter notre opinion que beaucoup ne partagent pas. On le jugera teigneux, cynique, idéaliste, trop exclusivement homosexuel, trop séropositif : il est ce qu'est Act Up.

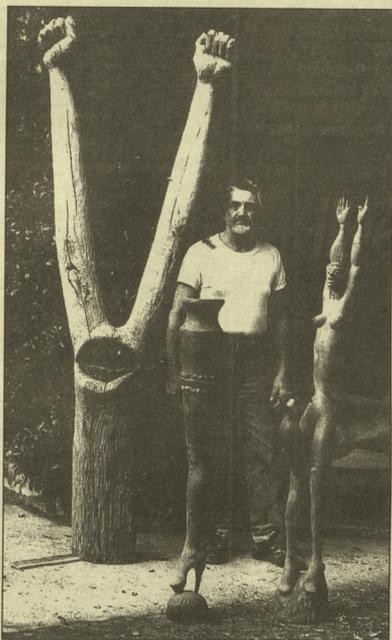
Act Up-Paris

N.B. : l'éditeur précise que tous les bénéfices tirés de la vente de ce livre, qui coûte 100 F, seront reversés à Act Up-Paris. En vente à la librairie du Monde Libertaire.

EXPOSITION

Reinaldo

Jusqu'au 18 mars



GALERIE JEAN-CLAUDE RIEDEL

12, rue Guénégaud, 75006 PARIS

(ouvert du mardi au samedi de 14 h à 19 h 30)

Reinaldo a mis en vente à la librairie du Monde Libertaire une sculpture identique, mais de taille réduite (1 mètre), à celle située à gauche de la photo, et ceci au profit du Monde libertaire. Le prix de cette œuvre est de 1 000 F. Voilà un moyen artistique de soutenir notre titre.

Télé sélection

« Les Années Pilule » Patrick Volson - ARTE

Une fois n'est pas coutume, regardez la télé !

Les jeudis 3 et 10 mars à 19 h 30, sur ARTE,
sera diffusé le documentaire réalisé par Patrick Volson
Les Années Pilule (deux fois 52 minutes).

DANS LA PREMIÈRE PARTIE, *Pilule et liberté*, Patrick Volson évoque, à travers images d'archives et interviews, les luttes qui permirent aux femmes d'acquiescer plus de liberté. Dans la seconde partie, il s'interroge sur la gestion, parfois délicate, de cette récente conquête.

Les témoignages de la première partie sont très intéressants, ainsi, Rosa de Jesus Rivas, 57 ans en 1992, a été la deuxième femme au monde à prendre la pilule. Porto-ricaine, elle découvre qu'elle a servi de cobaye pour l'expérimentation. Deux femmes françaises racontent avec émotion et simplicité leur découverte d'une sexualité plus épanouie et plus heureuse car débarrassée de l'angoisse d'une grossesse non désirée. Pour Anne-Marie, « ça a été une découverte extraordinaire : savoir que j'avais la pilule et que je pouvais faire l'amour sans aucun danger, [...] ne plus avoir peur, ne plus avoir d'angoisse. Je crois qu'à partir du moment où on a commencé à prendre la contraception, il n'est plus question de l'arrêter. »

Rien que pour découvrir les yeux d'Anne-Marie qui pétillent quand elle évoque ce plaisir, cette libération, ce film vaut le coup d'être vu !

Après avoir eu deux enfants, Soranie, elle aussi, vit dans l'angoisse d'une nouvelle grossesse. Infirmière, elle apprend l'existence d'un stérilet par un représentant (ah ! vive le commerce !). Elle se souvient de la date exacte où on lui a posé un stérilet comme d'un jour aussi important que celui de son mariage. La contraception a été pour elle le début d'une nouvelle vie sexuelle et amoureuse et surtout une libération pour tous les aspects de sa vie : « J'avais l'impression que l'on n'avait plus barre sur moi à aucun niveau, aussi bien dans mon travail que dans ma vie. »

Et Madeleine ! qui a subi son premier avortement à 15 ans, et qui apprend ensuite à le pratiquer sur elle-même, avec l'aide de son mari. Puis elle pratiquera des avortements clandestins pour dépanner les copines : « Moi, je pratiquais la solidarité, je n'étais pas une avorteuse. J'étais une femme solidaire, et c'est probablement pour ça que je ne me suis jamais culpabilisée parce que je n'ai jamais touché un sou. » Dénoncée, elle sera condamnée à deux ans de prison avec sursis. « J'ai pris tous les risques et j'ai eu tous les ennuis. »

Ne ratez pas cette évocation des luttes des femmes pour leur libération.

La Liberté en question. Cette deuxième partie s'articule autour de deux problématiques :

— d'une part, les attaques que subit

le droit des femmes à l'avortement et à la contraception ;

— d'autre part, les difficultés de femmes vis-à-vis de la contraception, de l'avortement et du désir d'enfant.

En Pologne, l'Eglise catholique intensifie sa pression contre l'avortement et la contraception. Madame K. vit avec son mari et cinq enfants dans 12 m². Atteinte d'un cancer, elle décide d'avoir recours à l'avortement mais Mme N., militante *pro-life*, réussit à la convaincre de garder ce sixième enfant.

En Louisiane, les manœuvres des opposants à l'avortement visent à changer la Constitution des Etats-Unis. Une clinique de Bâton-Rouge est assiégée en permanence par des manifestants qui tentent de dissuader les femmes de se faire avorter : ils crient, insultent, leur jettent du faux sang. Ce type de harcèlement est particulièrement grave.

Mais le film n'évoque aucune des difficultés ici même : pilules non remboursées, centres IVG mal équipés, tracasseries administratives et attaques des intégristes contre certains CIVG (70 revendiquées en deux ans !).

La deuxième problématique évoquée pose un certain nombre de questions qui, à mon avis, auraient demandé davantage de réflexion.

Ainsi, les affirmations de Charline : « Quand on a eu 15 ans, nos mères nous ont collée la pilule dans le bec et elles étaient tranquilles... », me font réagir : elle oublie de dire qu'elle aussi était tranquille ; elle oublie toutes les adolescentes qui, encore aujourd'hui, en 1994, n'ont pas accès à l'information sur la contraception ; elle semble ignorer que le nombre des grossesses chez les adolescentes est en augmentation.

Les autres témoignages de jeunes femmes (25 à 30 ans en 1992) peuvent être compris comme une propagande insidieuse en faveur d'une politique nataliste. Chacune semble regretter d'avoir eu recours à la contraception ou d'avoir subi un avortement. Un seul témoignage, celui de Rachel, québécoise, apporte une image positive : « Je ne crois pas, en tant que femme, que je doive mettre tous mes espoirs, toutes mes joies, par rapport à ce que peut m'apporter un enfant. »

Enfin, on peut également s'interroger sur le fait que le réalisateur, Patrick Volson, ne s'intéresse qu'au désir des femmes d'avoir ou pas des enfants. Son papa ne lui a peut-être pas appris le rôle qu'il a dans cette affaire... Un jour viendra où une femme réalisera un film sur le désir des hommes d'être père, sur les difficultés des hommes avec leur contraception.

Rose Paradis
(gr. Pierre-Besnard - Paris)

Ciné sélection

« Tango Argentino »



« Tango Argentino » (1992) de Goran Paskaljivic, tourné en ex-Yougoslavie.

Sur les écrans depuis le mercredi 2 mars

(A Paris, à l'Espace Saint-Michel. Tél. : 44.91.91.24.)

MARSEILLE

vendredi 4 mars - 18 h 30

lecture au Centre international de poésie

Couvent du Refuge, 1, rue des Honneurs, 13002 Marseille

(Les Cahiers de la Vache Folle sont invités

avec Julien Blaine, Claude Galli et Robert Dadoun)

Quand la journée internationale des femmes n'aura-t-elle plus lieu d'être ?

Sûrement pas demain, en attendant...

GAI, GAI, MARIONS-NOUS, regagnons nos foyers, pondons (avec la bénédiction papale). Une allocation parentale d'éducation sera versée dès le deuxième enfant si on choisit de rester à la maison.

Appréciez l'euphémisme ! Combien d'hommes choisiront le retour au foyer pour élever les chères têtes blondes ? (de préférence, les couples mixtes étant soumis à rude épreuve, les immigrés sous la botte).

Cette politique nataliste, raciste ne vous rappelle rien ?

A moi, si et Nelly Roussel y avait déjà répondu dans *La Voix des Femmes* en 1920 :

« Plus d'enfants ! [...] jusqu'à ce que notre labeur maternel, facilité, rétribué, honoré, ait cessé d'être pour nous une cause d'infériorité, de dépendance, de déchéance physique et sociale.

Plus d'enfants jusqu'à ce que nous ayons la certitude de ne plus travailler et souffrir pour l'engraissement des champs de bataille, et jusqu'à ce que nous puissions, par notre participation directe aux affaires publiques, assurer nous même, pour toujours la paix !

Plus d'enfants pour le capitalisme, qui en fait de la chair à travail que l'on exploite, ou de la chair à plaisir que l'on souille !

Plus d'enfants pour le militarisme, qui en fait de la chair à canon que l'on martyrise ! plus d'enfants pour la misère, pour la maladie, pour la servitude, pour la mort ! [...]

O Femmes ! l'heure a sonné des révoltes libératrices. Ce n'est pas la charité que nous demandons, c'est la justice.

Natalisme, sexisme, racisme, militarisme, même combat.

Au lendemain du massacre du marché de Sarajevo, j'ai rejoint, à Paris, le rassemblement de protestation sur le parvis des Droits-de-l'Homme. L'association Solidarité féministe avec les femmes d'ex-Yougoslavie avait déployé sa grande banderole dénonçant les viols de guerre. Une personne, la regardant, me dit : « Il faudrait la retirer, c'est trop grave maintenant. »

Indécents, de continuer à dénoncer les viols ?

Médusée, je suis restée sans voix. Comment ne pas continuer à dénoncer les viols quand, de surcroît, dans cette guerre, ils sont ordonnés à des fins de purification ethnique.

La pureté raciale des nazis, la pureté ethnique serbe ou croate, se fondent sur l'exclusion de l'autre, sur le renvoi des femmes à leur rôle séculaire de maman ou de putain, la crise économique et la peur faisant le reste.

Sonia Zoran, dans *Déchirements yougoslaves* (1), écrit à ceux qui trouvent cette guerre trop compliquée :

« Lorsqu'une société humaine est dans le désarroi, elle retrouve la sensation d'exister dans la haine de l'autre. Des clans se forment et dans la lutte pour un territoire, ils se forgent un projet. Des leaders fous ont théorisé tout cela, des propagandes machiavéliques ont compliqué l'analyse du conflit. Mais seule la peur de comprendre empêche de voir l'évidence : un fascisme terrible est né en Europe, un fascisme voisin lui répond, d'autres peuvent suivre. »

Une fois le bouc-émissaire désigné (juif, musulman, tsigane, immigré...), la machine de guerre se met en route avec son cortège d'horreurs.

« Natalisme, sexisme, racisme, militarisme, même combat. »

La militarisation de nos sociétés atteint des sommets inédits grâce aux développements conjoints de la technologie, de l'économie, des sciences humaines et de la politique, le tout orchestré par les complexes militaro-industriels qui, eux, ne connaissent pas de frontières.

Complexes militaro-industriels, armées, milices, gouvernements, Eglises, sont formés presque exclusivement d'hommes, dirigés par des hommes. C'est le triomphe du patriarcat allié au capitalisme sauvage.

Les violences commises dans la guerre contre des hommes ou des femmes sont commises par des

hommes. Dans la société civile militarisée (tant du côté des agresseurs que des agressés) règne le pouvoir des hommes : violences, viols, prostitution forcée, esclavage, maternité forcée. C'est la loi du plus fort dans tous les domaines.

Dans *Masculinité, violence, guerre* (2), Bob Connell écrit : « La relation entre la masculinité admirée et la réponse violente aux menaces est une ressource dont disposent les gouvernements pour mobiliser l'opinion en faveur de la guerre [...] La menace mutuelle qui structure la course aux armements contribue elle-même au renforcement de l'agressivité masculine. »

Dans la revue *Rupture* n° 109, on peut lire un long article de Stasa Zajovic (Femmes en noir et SOS téléphone de Belgrade) (3). Il commence ainsi : « A partir de nos expériences à SOS téléphone pour les femmes et les enfants victimes de violences, nous dénonçons la libre circulation des armes, la violence économique, la violence basée sur le racisme ethnique, les crimes contre les femmes pendant la guerre [...] »

Plus loin : « Avant la guerre, un tiers des hommes qui violaient menaçaient les femmes de mort, mais avec la guerre, les menaces sont arrivées à 100% [...] A 19 h 30 commence le journal télévisé et nous avons droit à la propagande la plus lugubre [...] Beaucoup de femmes nous ont appris que c'est souvent après ces journaux télévisés que leur maris les frappent pour la première fois, pour la première fois ils sortent leur pistolet en déclarant qu'ils partent sur le champ en tant que volontaires, pour venger les leurs [...] Les expériences de SOS téléphone à Belgrade sont identiques. »

Là, il s'agit de la main mise du pouvoir étatique sur les médias (voir dans le *Monde diplomatique*, numéro de juillet 93, l'article de Catherine Lutard : « *Dérive autoritaire en Croatie et en Serbie, Médias aux ordres* »). Mais le pouvoir, c'est le pouvoir. On peut retrouver les mêmes dérives à tous les niveaux de l'organisation sociale.

Le fossé des genres ne fait que grandir.

Dans une étude intitulée « *Les femmes devant la force militaire* », Andrée Michel, sociologue, nous apprend que d'après des chercheuses américaines, 48% d'hommes étaient pour la guerre du Golfe, 48% contre. Mais concernant les femmes, 73% étaient contre, 22% étaient pour. On note la même divergence pour les « *attaques chirurgicales* » et l'institut Louis Harris indique que, pour la première fois, « *seules les femmes* » ont réussi à retourner l'opinion publique face à la guerre.

En fonction du sexe, le regard porté sur la guerre est différent. On constate que de plus en plus de femmes disant non, s'interrogent,

dépistent les sources de la violence, dénoncent les masques du pouvoir.

A travers les violences subies par les femmes, on s'aperçoit que la sexualité a un rôle central, alors qu'elle est presque toujours exclue des analyses des problèmes sociaux, économiques ou politiques.

Evelyne Accad, dans « *Des femmes, des hommes et la guerre* » (4), écrit : « Si l'histoire repose sur une logique masculine qui masque l'exploitation économique et sexuelle des femmes, derrière des raisonnements politiques, scientifiques ou éthiques, il est urgent d'accorder à ces questions une place

« Quel combat Act Up n'a-t-il pas dû mener pour rendre visible le sida ? »

majeure. Car la sexualité est aujourd'hui beaucoup plus fondamentale qu'on ne le pensait jusqu'ici dans la solution des problèmes politiques et sociaux. Et si l'on n'articule pas la révolution sexuelle à la révolution politique, il n'y aura pas de transformation réelle des relations sociales. »

Evelyne Accad montre dans cet ouvrage à travers l'étude de la guerre du Liban, comment sexualité et guerre sont indissolublement liées, et elle ajoute : « *La sexualité paraît avoir un tel pouvoir révolutionnaire, que bien des hommes et bien des femmes la redoutent.* »

Quel combat Act Up n'a-t-il pas dû mener pour rendre visible le sida ? (5) Combat d'autant plus rude qu'il s'agissait d'ouvrir publiquement la question de la sexualité à contre courant du discours dominant savamment orchestré par l'Eglise.

Là aussi, c'est la guerre, la guerre contre les minorités sexuelles, contre ceux et celles qui n'entrent pas « dans une norme de comportement sexuel réduit au strict minimum fonctionnel », contre les exclu(e)s, les drogué(e)s, les prisonnier(e)s. Quant aux femmes, ce sont les oubliées de la recherche alors que, maintenant, un sidéen sur deux est une femme.

« *Trop de gens vivent mal leur sexualité parce qu'ils la vivent dans l'ignorance, dans la culpabilité du plaisir ou au contraire dans l'absence de plaisir, dans la répression de leur désir de peur du jugement et de la réaction de leur partenaire. Ces sexualités mal vécues présentent des risques du fait que les pratiques sexuelles sont plus subies que positivement affirmées, qu'elles "s'imposent" sans conteste et ne sont donc pas maîtrisées [...]* », écrivent les militants d'Act Up-Paris.

Pas maîtrisées, c'est le moins que l'on puisse dire : « *Je me souviens de l'avoir violée après dix-neuf autres ; elle était écumante, pleine de sperme, à la fin je l'ai tuée.* » (témoignage d'un

réserve de l'armée fédérale, rentré du front, recueilli dans la revue indépendante serbe *Vreme*, en décembre 92) (6).

Demain, ce sera peut-être mon voisin.

Dans le *Monde diplomatique* de février 94, Claude Charpentier nous apprend que le budget français de la Défense nationale connaît une hausse de plus de 5% par rapport au budget de 1993, à l'inverse des autres pays de l'Alliance atlantique et de la Russie, « pour faire face par une dissuasion dite de "fort au fou" à base d'interventions extérieures menées par des forces mobiles facilement projetables, équipées d'armes classiques ultra-sophistiquées ou d'armes nucléaires miniaturisées, et aptes à des frappes décapitantes ». Seraient désignés essentiellement les Etats d'Europe centrale, les pays du pourtour méditerranéen, du Proche-Orient et d'éventuels groupes terroristes issus de ces pays. Ces premières conclusions sont contenues dans le pré-rapport du Livre blanc qui servira à l'établissement de la loi de programmation militaire pour les années 1995-2000.

Claude Charpentier précise qu'aucun traitement économique, social, culturel des graves problèmes posés à l'est et au sud n'est prévu, pas plus que des politiques de prévention, de médiation, de résolution non violente des conflits. Seules des solutions militaires sont envisagées. C'est la barbarie !

Alors réveillez-vous ! Prenez vos responsabilités !

Nelly Trumel

- (1) Sonia Zoran, *Déchirements yougoslaves*, éd. Métropolis, 118 F. En vente à la librairie du Monde libertaire (plus 10% de frais de port).
- (2) Bob Connell, *Masculinity, violence and war*, éd. P. Patton, R. Poole, Sydney, 1986.
- (3) Stasa Zajovic, *Des femmes, des hommes et la guerre*, éd. Côté-Femmes.
- (4) Evelyne Accad, *Des femmes, des hommes et la guerre. Fiction et réalité*, éd. Côté-Femmes, 4, rue de la Petite-Pierre, 75011 Paris.
- (5) Act Up-Paris, *Le sida, combien de divisions ?*, éd. Dagorno.
- (6) Stasa Zajovic, *L'espace de violence impunie*, in Bulletin du réseau Femmes Ruptures, deuxième quinzaine de février, n° 109.
- (7) Comité de grève Streikomitee-Bonn, tél : 0-228-16-76-09 (Bonn). Bureau berlinois de l'UFV (Fédération indépendante des Femmes, créé par les femmes d'Allemagne de l'Est au moment de l'unification). Téléphone : 0-30-229.01.70.53). Association Solidarité féministe avec les femmes de l'ex-Yougoslavie c/o Maison des Femmes, 8, cité Prost, 75011 Paris. Tél : 43.48.24.91.

SOMMAIRE

Page 1 : Barrons la route au sexisme ! (suite p. 3), Sarajevo une ville symbole écrasant les réalités yougoslaves (suite p. 4).
Page 2 : « Nous sommes dehors mais debout ! » (suite du n° 946).
Page 3 : Barrons la route au sexisme ! (suite de la « Une »), Eve et Marie sous le joug du patriarcat et du capital, Bilan militif (manif SDF), Infos FA.
Page 4 : Sarajevo une ville symbole écrasant les réalités yougoslaves (suite de la « Une »).

Page 5 : Pourquoi Bernard-Henry Lévy préfère Sarajevo à Tbilissi (première partie).
Page 6 : Une visite musclée du GUD, Somport : violences policières aux Forges-d'Abel, Le procès du sang contaminé, Associations.
Page 7 : « Le sida combien de divisions ? », « Les Années Pilule », Ciné sélection : « Tango Argentino ».
Page 8 : Quand la journée internationale des femmes n'aura-t-elle plus lieu d'être ? ...

PANTIN
A l'initiative de l'OCL
rencontre avec J.-P. Casabonne
samedi 5 mars - 16 h 30
au local DLE, 20, avenue Weber
(M^o Quatre-Chemins)
(suivie d'un repas à 70 F)